



## **Salariés du public et du privé : MÊMES ATTAQUES, MÊME COMBAT**

*L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse !*

Le 19 mars, la fonction publique était appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses, notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

### **Les salaires, mais pas seulement**

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante, comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée, s'invite aussi la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

### **Dans le 93 et ailleurs, le personnel de l'Éducation et les parents donnent le ton**

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

### **Choc de la lutte contre le « choc des savoirs »**

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique de tri social à l'école. Cela ne lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante. » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être raboté. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmilière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

## **Inopinée ou pas c'est nient**

En plus d'aligner les réorgs 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, la direction voudrait imposer la sécable aux lignes et aux facteurs pour remplacer les absents.

Récemment, elle a fait pression pour que ça se fasse aux lignes du 12 et à l'îlot Breguet. Mais tout le monde en a déjà ras-le-bol.

## **Mission (presque !) impossible**

Pour toucher la prime d'intéressement, c'est tout un tas de manipulations avec des applis. Comme par hasard, l'accès au lien « épargne salariale » plante... mais ça ne fait pas pousser nos salaires !

Si c'est pour nous décourager à la toucher, ça devrait à l'inverse nous encourager à exiger des augmentations avec versement immédiat !

## **On ne veut pas passer la seconde**

La lubie de la deuxième présentation nous casse vraiment les pieds. Fatigue en plus pour nous et absurdité pour beaucoup d'usagers.

Mais la direction cherche à réduire les instances, car elle réduit le nombre d'agents aux guichets.

Ce n'est pas à nous de cavalier double pour les économies de bout de chandelle de La Poste.

## **Enclin à nous prendre la tête**

Un monsieur Je-sais-tout voudrait à présent nous interdire de préparer les avis pour les recommandés.

Donner des ordres idiots juste pour se donner l'air d'exister, on s'en passerait bien.

## **Patrons mafieux**

En 2019, La Poste prenait le contrôle de BRT, leader en Italie du colis. Cette filiale de La Poste a été attrapée par les autorités anti-mafia. Ainsi, La Poste sous-traitait à des boîtes peu scrupuleuses, qui ne versaient aucune cotisation sociale et exploitaient sans droit des milliers de travailleurs. L'enquête a révélé que La Poste – donneur d'ordre – pratiquait le travail forcé (!) et a été condamnée par la justice italienne à l'amende record de 176 millions euros.

Rappelons la condamnation récente pour « devoir de vigilance » en France, La Poste employant pour trier et distribuer les colis dans ses filiales des travailleurs sans-papiers, qui ne bénéficient d'aucun droit, ni du salaire minimum. Sous-traitance illégale, travail dissimulé, fraude fiscale et sociale, travail forcé : les méthodes de voyous du groupe La Poste dépassent les frontières.

## **Les milliardaires aiment la liberté de (racheter) la presse**

CMA CGM, propriété du milliardaire Rodolphe Saadé, va racheter Altice Media, jusque-là propriété de Patrick Drahi, pour la bagatelle de 1,5 milliard d'euros.

Ce groupe comprend, entre autres, BFMTV et RMC. CMA CGM compte plus de 150 000 salariés à travers le monde et a réalisé 42 milliards d'euros de bénéfices en deux ans. Avec Bouygues (groupe TF1), Arnault (groupe Les Échos-Le Parisien), Bolloré (Prisma média, Canal+, Lagardère) et quelques autres, Saadé entre dans la cour des capitalistes qui se paient une influence politique via les médias.

## **Lycées vétustes sur les réseaux sociaux**

Une vidéo humoristique postée sur les réseaux sociaux où élèves et professeurs d'un lycée de Sevran (93) alertent sur l'insalubrité de leur bâtiment, a déjà plus de 1,7 million de vues. À Saint-Denis (93), des enseignants publient des vidéos de rongeurs dans un couloir d'un lycée. Dans un internat de Melun (77), ce sont des fenêtres cassées ou des problèmes d'électricité. Vu l'état des bâtiments d'enseignement dans le pays, cette vague de vidéos risque de devenir virale. La région Île-de-France, en charge des lycées, indique être « pleinement mobilisée », ça ne mange pas de pain mais ne risque pas d'améliorer grand-chose.

## **Guerre d'Ukraine : Macron récidive**

Voici une quinzaine de jours, Macron envisageait l'envoi de troupes en Ukraine. S'il avait été félicité par toutes sortes de politiciens et de médias bellicistes, sa sortie avait fait un bide auprès des autres chefs d'État européens.

Et voici qu'il récidive : selon Le Monde, il aurait déclaré, au cours d'un dîner, vers trois heures du matin : « *Il va falloir que j'envoie des mecs à Odessa si ça continue* ». Certains en ont déduit que Macron avait peut-être abusé du champagne millésimé de l'Élysée. Il n'en reste pas moins que ces propos va-t-en-guerre sont inquiétants.

Roulements de mécaniques, menaces réelles ou propos d'ivrogne, ça en dit long sur le personnage qui a accès au bouton nucléaire...

**Contre l'Europe forteresse,  
à bas les frontières !**

**MEETING DU NPA**

**Samedi 23 mars 17h**

**Théâtre Le République**